

Par David Niget,
(Université Catholique
de Louvain) Centre d'Histoire
de Droit et de la justice.

Du pénal au social. L'hybridation des politiques judiciaires et assistancielles de protection de la jeunesse dans la première moitié du XX^e siècle

Si le XX^e siècle reconnaît à la jeunesse un statut social et culturel spécifique, il est aussi celui de la stigmatisation de la jeunesse irrégulière. Désormais, les institutions de contrôle social ne cherchent pas seulement, comme au XIX^e siècle, à évincer l'écume ardente des classes dangereuses, à l'instar des Apaches de la Belle-Époque [Perrot, 2001]. Il s'agit, avec la mise en place, selon une remarquable synchronie, d'une justice des mineurs spécialisée dans la plupart des pays occidentaux, d'élargir le filet de prise en charge à l'ensemble de la jeunesse populaire tumultueuse, tout en adossant au système judiciaire pénal une assistance éducative. Après s'être appuyée sur l'initiative privée (néo-philanthropes solidaristes, catholiques-sociaux, mouvement « progressiste » nord-américain, etc.), la justice se tourne, dans l'Entre-deux-guerres, vers les premiers professionnels de la protection de l'enfance. Les sciences du psychisme, dont l'étiologie se renouvelle à compter des années 1930, offrent également leur expertise. En amont et en aval de l'acte judiciaire, la nouvelle filière s'organise, du dépistage des asociaux et anormaux, au tutorat familial qu'incarne la liberté surveillée. Loin d'être mises hors-jeu, les institutions d'enfermement tentent de se réformer et s'insèrent dans ce nouveau système, avec l'invention de nouvelles catégories juridiques

LES TRIBUNAUX POUR ENFANTS



L'HON. JUGE CHOQUETTE.
L'APÔTRE DES TRIBUNAUX
POUR ENFANTS À MONTREAL.



LA CHAMBRE DES DELINQUANTS MINEURS
AU PALAIS DE JUSTICE DE PARIS.



COMMENT L'OEUVRE DU PATRONAGE
DES ENFANTS S'EXERCE À PARIS.
DEUX DÉLEGUÉS DU BUREAU.

D. R.

L'institution des tribunaux pour enfants suscite une intense campagne de presse au Canada-Québec. Il s'agit véritablement de scinder le système judiciaire pour protéger les jeunes malheureux de l'influence néfaste des « criminels d'habitude » (*La Patrie*, 15 octobre 1910).

para ou pré-délinquantes (« incorrigibles », « insoumis », « incontrôlables », etc.), nouvelles figures de la dangerosité sociale qui appellent l'enfermement tout en lui donnant une nouvelle légitimité.

Nous voudrions éclairer les doctrines et pratiques de ce moment clé de l'histoire de la protection de l'enfance, qui préfigure l'ère du « tout éducatif » des années 1950-60, sans pour autant se déparer de la raison pénale qui le fonde. Il s'agit de comprendre quels sont les effets produits dans ce champ par l'hybridation du pénal et du social. Si le second adoucit le premier et le rend socialement productif, il en est aussi une légitimation lui permettant de passer outre certains principes du droit libéral (droits de la défense notamment). Dès lors, la *socialisation* du droit des mineurs, au moment même où elle acquiert le statut de *doxa*, entre en contradiction avec le principe de citoyenneté étendu à l'enfance (le mineur sujet de droit), en genèse tout au long du XX^e siècle.

Un tournant pénologique : de la rétribution pénale à la gestion des risques sociaux

Dans le champ des politiques pénales, le tournant des XIX^e et XX^e siècles est marqué par l'apparition de la doctrine de la « défense sociale » et du principe de l'individualisation de la peine. La théorie de la défense sociale est forgée par le pénaliste belge Adolphe Prins, qui s'inspire alors à la fois des travaux des criminologues positivistes italiens et des préceptes du « Programme de Marbourg », énoncés par le juriste allemand von Liszt. Elle rencontre un succès international immédiat et durable via l'*Union internationale de droit pénal* [Prins, 1910 ; Tulkens, 1988]. Par-delà une approche sécuritaire qui répond directement à l'instabilité politique des régimes démocratiques face à la montée de la contestation ouvrière, cette doctrine témoigne plus largement du basculement de paradigme d'une conception libérale du droit qui étalonne la peine sur la gravité de l'offense à une conception préventive - ou « sociale » - s'attachant au traitement de l'individu et à sa socialisation plus qu'aux faits commis [Kalifa, 2005]. Ce n'est donc plus le danger immédiat qui prime dans l'évaluation des faits criminels, mais la dangerosité du criminel lui-même, c'est-à-dire la probabilité, scientifiquement évaluée par la criminologie et la statistique pénale, qu'un individu menace l'ordre social dans un avenir plus ou moins proche. Sur le plan judiciaire, on passe donc

d'un système libéral de rétribution (tel illégalisme « vaut » telle peine), système supposé égalitaire, fondé sur la responsabilité du délinquant, à un système socialisé de prévention, plus compréhensif mais discriminatoire, fondé sur la dangerosité du délinquant.

Dans cette perspective, l'enfant, après avoir été au XIX^e siècle, au prix de maints efforts, écarté du système pénal le plus dur (migrant de la prison vers les colonies pénitenciaires agricoles notamment¹), est alors, au début du XX^e siècle, replacé en son cœur [Yvorel, 2005]. Alors qu'au XIX^e siècle, l'enfant déroge à la philosophie générale de la pénologie, car il n'est pas un acteur rationnel et responsable, il est pris en exemple dans le système pénal repensé à l'orée du XX^e siècle pour ériger un modèle basé sur l'individualisation des techniques pénales [Garland, 1985, p. 17]. Ainsi, dans un double élan dans lequel il est impossible de distinguer l'humanisme de l'utilitarisme qui le fondent, la prévention devient le mot d'ordre de l'action judiciaire, et la réhabilitation le mode de traitement. Cette nouvelle *doxa* s'applique de manière exemplaire à l'enfant, terre glaise que l'on peut encore modeler, être fragile dont les tares physiques et morales ne sont pas encore irrémédiables, promesse d'un avenir politique pacifié, ferment de l'acculturation des familles populaires à la civilité bourgeoise.

Il s'agit désormais de prendre en charge les risques sociaux plutôt que de réprimer mécaniquement les délinquants. Sortir les enfants des rues, les éloigner des petits trafics de prédation organisée, descendre dans la quotidienneté des gestes violents commis par ou sur les jeunes en public, puis en privé (négligence parentale), réguler plus sévèrement l'exercice de la sexualité adolescente, voici ce que de nombreux observateurs et théoriciens des politiques pénales entendent alors mettre en œuvre.

La justice, alors en pleine crise de sens, affaiblie par la désacralisation qui a présidé à l'extension de ses prérogatives au long du XIX^e siècle, pourrait alors devenir un site stratégique d'acculturation des pratiques pénales aux nouvelles possibilités offertes par les politiques sociales. Le mariage du pénal et du social permettrait ainsi de panser les maux les plus urgents d'une classe populaire confrontée à une misère récurrente et structurelle, mais sans reconnaître collectivement de droit à l'assistance, gardant toujours la rationalité pénale comme garde-fou contre les abus supposés des « clientèles » visées,

1 Voir la contribution d'Élise Yvorel dans ce volume. Voir aussi la thèse de cette dernière, qui indique que, malgré l'ouverture d'institutions spécialisées, la prison est toujours restée, en France, une modalité importante de prise en charge des jeunes détenus.

Symbole de l'innovation sociale, les *juvenile courts*, dont la première ouvre à Chicago en 1899, constituent la référence universelle. Le tribunal (ici en 1907) est une institution autonome, dont l'imposant édifice est séparé des lieux de justice ordinaires ;

il comprend une maison de détention ainsi qu'un dispensaire médical. La cour incarne le progressisme d'une cité confrontée à de vives tensions sociales ; à droite, un jeune employé du marché aux bestiaux fume une cigarette lors de la grande grève de 1904.



D. R.



D. R.

dont la figure du « pauvre déméritant » incarne toujours le repoussoir. Cette stigmatisation du *mauvais pauvre* est d'autant plus légitime que la réforme pénale est concomitante de l'essor de l'État social, qui garantit aux classes populaires un premier filet de protection contre les aléas de l'existence.

Même si elle se veut désormais socialement utile, la justice garde toujours la possibilité, unilatérale, de tracer la ligne de partage entre victimes de la misère et irrécupérables, dont le stigmate devient alors la tare pathologique. Ainsi Paul Wets, juge des enfants de Bruxelles, acteur emblématique de la réforme de la justice des mineurs en Belgique, explique, au sortir de la Grande guerre, que la société ne viendra à bout de la déviance juvénile que « par l'amélioration progressive des conditions d'existence de la classe populaire, par une législation rationnelle sur les logements ouvriers, par une application plus étroite de la loi scolaire, par une lutte plus obstinée contre le fléau de l'alcoolisme, par une solution adéquate de la question de la formation professionnelle des garçons et des filles, par un développement intensif de la culture éthique des masses, par l'enseignement plus rigoureux d'une discipline sociale qui développerait le respect de soi-même, l'éducation de la volonté, l'esprit de sacrifice, la fidélité aux devoirs, la défense de la propriété collective, l'éloignement des satisfactions basses et des jouissances exclusivement matérielles. (...) Quant aux malheureu[x], explique-t-il en contrepartie, que leur faiblesse mentale rend inadaptables aux conditions d'existence sociale et expose aux aléas fâcheux et constants d'une liberté dangereuse, on ne les protégera contre [eux]-mêmes, et on ne protégera la collectivité, qu'en les retirant de la circulation, pour les confier à des établissements spéciaux qui seront réservés à leur pénible et lamentable état. Ces établissements sont à créer »². La doctrine juridique de la défense sociale a ainsi contribué à forger

² Wets P., 1919, *La guerre et l'enfant*, Moll, Imprimerie de l'École de bienfaisance de l'État, p. 15.

une nouvelle image du jeune délinquant, figure réinventée dans le creuset des sciences du crime, bouillonnantes au tournant du XX^e siècle. L'adolescent incarne alors à la fois le danger et l'espoir social, posture ambiguë qui justifie les injonctions contradictoires des politiques publiques à son égard.

L'invention du tribunal pour enfants : modèles et déclinaisons nationales

Au cours de cet *aggiornamento* des politiques pénales et sociales, on assiste à l'émergence d'un vaste mouvement international en faveur de l'institution d'une justice des mineurs spécialisée [Dupont-Bouchat, Pierre, 2001]. La philanthropie cosmopolite, internationale de la bienfaisance, rencontre les aspirations des États souhaitant ériger un système public de régulation de la pauvreté et de ses conséquences, dont le crime sous toutes ses formes, y compris embryonnaires. Les premiers congrès pénitentiaires ont eu lieu dans les années 1840. On entendait y régler la question sensible de l'enfermement des enfants délinquants, notamment leur séparation d'avec les adultes. Mais les grandes manifestations internationales de la fin du siècle, qui se spécialisent bientôt en congrès « de la protection de l'enfance » (le premier se tient à Paris en 1883), invitent à un déplacement du regard vers les pratiques judiciaires plus que pénitentiaires, œuvrant en amont de la prison pour la préservation de l'enfance et de sa famille naturelle [Dupont-Bouchat, 2003]. Ces nouveaux réformateurs formulent des vœux et définissent ainsi un idéal-type du *tribunal pour enfants*, dont la première mention explicite apparaît à l'ordre du jour du congrès pénitentiaire de Paris, en 1895, pour être reprise avec force à Bruxelles en 1900. C'est alors qu'entre en scène le « modèle américain », dont on avait, semble-t-il, oublié momentanément les vertus depuis Tocqueville et Beaumont. Symbole de l'innovation sociale, les *juvenile courts*, dont la première ouvre à Chicago en 1899, constituent dès lors la référence universelle [Tanenhaus, 2004]. Le congrès pénitentiaire de Budapest, en 1905, tient lieu de caisse de résonance. Les réformateurs américains et européens en adoptent les principes. Au Canada, le sénateur Scott, président de la *Société d'aide à l'enfance* d'Ottawa, entre en campagne en 1906, au retour de la *National Conference of Charities and Corrections* de Philadelphie où il a pu rencontrer les représentants charismatiques des premiers tribunaux, comme le juge Ben Lindsey de Denver. La même année, en France, Édouard Julhiet,

3 Julhiet E., 1906, « Les tribunaux pour enfants aux États-Unis », *Le Musée social. Mémoires et documents*, n° 3, p. 165-228.

ingénieur de formation en voyage d'étude Outre-atlantique pour le *Musée social* de Paris [Horne, 2002], fait une conférence enthousiaste qui mobilise immédiatement les acteurs principaux (parisiens) de la protection de l'enfance, dont surtout le *Comité de défense des enfants traduits en justice*³. Du côté de la Belgique, la femme du Ministre de la justice, Mme Carton de Wiart, devient elle-même ambassadrice de la cause et porte la bonne parole à son retour des États-Unis.

Quelles sont les caractéristiques de ce modèle à vocation universelle ? En premier lieu, le tribunal pour enfants doit être une institution autonome. En effet, les premiers enseignements réflexifs de la statistique pénale laissent entrevoir le fait que les institutions judiciaires engendrent leurs propres priorités, traitent les populations qu'elles prennent en charge comme un tout, et reproduisent à l'égard des mineurs, *volens nolens*, des schémas répressifs desquels, dans le meilleur des cas, on exempte les enfants. Mais ni l'une ni l'autre de ces postures n'est socialement utile ou moralement satisfaisante. Aussi, il apparaît nécessaire d'édifier une instance qui soit spécifiquement dédiée à la protection de l'enfance et, si possible, de désigner un magistrat spécialisé, qui pourrait incarner, figure paternelle, cette nouvelle justice bienveillante.

Acculturer les pratiques pénales suppose d'ouvrir les portes du système à une autre forme d'expertise que celle du droit, qui soit centrée sur les questions sociales, et bientôt médico-psychiatriques. Clé de voûte de la réforme, l'« officier de probation » est à la fois un agent enquêteur et un délégué à la surveillance post-judiciaire. Il permet d'évaluer les risques familiaux inhérents aux « pathologies sociales » qui affectent les foyers déshérités, mais encore de miser, si la situation est favorable, sur la réhabilitation de l'enfant dans sa famille (et indirectement la réhabilitation de la famille elle-même), sous sa tutelle attentive. Il devrait être issu du milieu caritatif mais également posséder des compétences, et bénéficier d'une rémunération qui puisse garantir son professionnalisme. Mais l'expertise véritablement scientifique est surtout convoquée au chevet de l'enfant « dégénéré » ou « pervers », que l'intervention du psychiatre et d'institutions d'« observation » et de « tri » permettrait d'identifier et de traiter, voire de retrancher de la communauté.

Ainsi, la justice des mineurs doit inaugurer un traitement individualisé du jeune déviant, selon une approche qui dépasse

de loin la question pénale. Enfin, cette justice rénovée doit mettre en œuvre des mesures judiciaires non-strictement pénales, instituant, quand cela est possible, une remise en liberté sous la tutelle de l'agent de probation, préconisation qui offre l'immense avantage d'écarter temporairement la question des institutions de correction, qui apparaissent de plus en plus irréformables.

Malgré l'existence de ce courant réformateur international, attesté par la circulation des hommes et des idées [Rodgers, 1998], le corpus réformiste ne se déploie pas également dans tous les espaces nationaux. En Belgique, patrie de la *défense sociale*, la réforme reçoit un accueil très favorable. La loi du 15 mai 1912 sur la protection de l'enfance s'en inspire largement, instituant un tribunal pour enfants autonome, qui doit faire largement appel au secteur privé caritatif, institutions de prise en charge mais aussi délégués à la protection de l'enfance chargés de la liberté surveillée. Sur le plan juridique, le tribunal pour enfants belge réunit sous sa coupe toutes les matières concernant l'enfance, qu'elles soient d'ordre pénal ou civil. Ainsi, la correction paternelle devient la pierre de touche du système, permettant aux pères de famille de solliciter le juge au nom de l'« inconduite » de leur progéniture. Cette catégorie laisse augurer une extension *ad libitum* des situations potentiellement problématiques. Cependant, cet élargissement du filet de prise en charge ne se fait qu'avec l'assentiment des familles, même si ce consentement est parfois le fruit de pressions de la part des autorités policières et judiciaires. En outre, est adossée au système judiciaire une pratique de plus en plus systématique de dépistage des enfants « anormaux ». Dès 1913, l'État ouvre à Moll un Institut d'observation médico-pédagogique qui va rester une référence européenne jusque dans les années 1960 [Epron, 1938 ; Christiaens, 1999]. Il s'agit de mettre à profit les savoirs sur l'enfance, issus tant de la pédagogie que de la médecine, de l'enfance « saine » que de l'enfance « irrégulière », pour fonder une pratique de l'observation établissant un diagnostic précis et scientifique sur l'éducabilité et la curabilité des jeunes en situation de déviance.

En France, au contraire, la réforme est largement entravée dans sa mise en œuvre, malgré l'enthousiasme des protecteurs de l'enfance parisiens. Au cours d'un processus législatif assez rapide, les tenants de l'orthodoxie juridique, professeurs de droit républicains ou fonctionnaires du Ministère de la justice,

amputent progressivement les projets initiaux de leurs vertus novatrices. Ainsi, *le tribunal pour enfants et adolescents français*, qui voit le jour avec la loi du 22 juillet 1912, n'est pas une cour autonome, mais simplement une audience spéciale du tribunal correctionnel. De même, la loi n'institue pas de juge des enfants unique, un temps imaginé sous les habits du juge de paix local [Niget, 2003], proposition contraire au principe de collégialité des juges d'une part, et de séparation de l'instruction et du jugement d'autre part. Sont cependant maintenus des amendements importants à l'ancienne règle : les moins de treize ans ne sont plus jugés au pénal, mais par la Chambre du conseil du tribunal civil, qui ne condamne pas mais édicte des mesures de tutelle ; une enquête sociale systématique doit faire le point sur l'ensemble de la situation familiale du mineur, en sortant du cadre étriqué du « corps du délit » ; enfin, on instaure le régime de la « liberté surveillée », temps durant lequel le mineur est soumis au contrôle d'un « délégué » censé lui apporter du soutien ainsi qu'à sa famille. Si ces modifications ont pu constituer, dans les grandes agglomérations surtout, un socle pour une meilleure prise en charge des jeunes en difficulté, les innovations souhaitées par les réformateurs sont écartées, dans un contexte politique tendu entre laïcs et cléricaux, dans une France dont les juristes estiment, au regard de l'histoire, que cette justice des mineurs fait figure de justice d'exception digne d'un Ancien régime judiciaire révolu.

Situation opposée, au Canada, et à Montréal notamment, la justice des mineurs a opté pour un nouvel appareil « protectionnel ». Un juge des enfants spécialisé dirige la *Cour des jeunes délinquants*, des « infra-délits » – la terminologie de l'époque parle de « prédélinquance » – sont forgés à la demande du juge fondateur, pour se saisir des enfants désobéissants et vagabonds. Cet élargissement de la définition de la délinquance va de pair avec l'adoucissement généralisé des sanctions, même si les institutions d'enfermement perdurent [Rothman, 1980]. Des travailleurs sociaux rémunérés font leur apparition pour enquêter comme pour suivre les mineurs après leur jugement. Une maison de détention spécifique est construite, comme la cour, dans un bâtiment séparé, au cœur d'un quartier populaire de la ville. Comme en Belgique, les parents sont placés au cœur du système [Myers, 1999]. Cependant, ce modèle de protection et de prévention n'est installé que dans les grandes agglomérations nord-américaines, là où la situation semble l'imposer.

Ainsi, la matrice réformatrice n'engendre pas, dans tous les espaces nationaux, des institutions aussi spécialisées et novatrices. Les équilibres politiques locaux, en particulier l'articulation entre secteur public assistanciel et secteur privé caritatif, la tradition juridique, napoléonienne et centralisatrice ou de *commonlaw*, beaucoup plus souple et jurisprudentielle, la place de la justice dans l'action publique, notamment en direction de l'enfance déshéritée⁴ [De Luca, 2002], sont autant de critères discriminants qui affectent l'économie locale des réformes.

Les mesures judiciaires : prophylaxie et permanence de la sanction

Le mouvement de réforme de la justice des mineurs s'appuie d'abord sur l'iniquité et l'inutilité conjointes de l'économie générale des peines et des mesures imposées aux enfants et adolescents pour justifier la refonte de la législation. Trop sévères s'agissant de l'enfermement, les mesures apparaissent également trop indulgentes quand la justice se retire et remet purement et simplement l'enfant à sa famille. On assiste simultanément, dans les premières années du XX^e siècle, sans que cela soit en réalité paradoxal, à un mouvement d'empathie pour l'enfance misérable et à une brusque montée de la peur sociale à l'égard des jeunes insoumis. Cette émotion schizophrène recouvre en partie le dilemme infécond dans lequel sont placés les magistrats : soit punir, soit laisser aller l'enfant. Ainsi, les deux figures de la dangerosité juvénile, l'enfant-martyr et le jeune voyou sont partiellement produites par la crise de l'action publique à l'égard de ces deux jeunesses.

Il s'agit donc de réviser le panel des mesures disponibles, et en particulier de combler le fossé qui sépare l'enfermement de la pleine liberté. Aussi, on imagine une sorte de tutorat moral sur la cellule familiale, une mesure bienveillante incarnée par l'*officier de probation* ou le *délégué à la liberté surveillée* ; une mesure qui peut cependant, à tout moment, se retourner contre le jeune fautif et sa famille, et entraîner l'enfermement. Le juge des enfants peut décider de placer l'enfant sous la surveillance d'un agent mandaté par lui, qui s'assure des bonnes conditions d'existence de l'enfant, de sa fréquentation scolaire, de ses loisirs également, spécialement de sa sociabilité, de sa moralité sexuelle s'agissant des filles, enfin, de son insertion professionnelle pour les adolescents. Selon la nouvelle méthode du *case work* instaurée par la *scientific charity* anglaise notamment

4 Ainsi, force est de signaler qu'en France, l'Assistance publique occupe une place originale et importante dans les politiques publiques envers l'enfance malheureuse.

[Dean, 1991], et diffusée par les premières écoles de travail social dans les années 1920, l'officier de probation fait rapport au juge de la situation, et invoque le cas échéant un « incident à la liberté surveillée », qui ramène le jeune devant la cour.

Loin d'être un desserrement du contrôle, la liberté surveillée se présente comme le parangon du continuum répressif. Il faut ainsi considérer l'éventail des mesures de manière dynamique, la prévalence de la liberté surveillée n'indiquant pas seulement l'indulgence du système judiciaire, mais aussi une surveillance accrue de petits délinquants qui ne faisaient jusqu'alors l'objet d'aucune mesure spécifique, et sont susceptibles désormais d'échoir, au terme d'un processus de repérage, dans les rets d'une institution d'enfermement.

Ce dispositif nouveau est cependant inégalement mis en œuvre. La *Cour des jeunes délinquants de Montréal*, par exemple, bénéficie d'un service de probation professionnel dès son ouverture en 1912. La probation représente près de 2/3 des mesures jusqu'à la Seconde guerre [Niget, 2005]. Elle est ainsi présentée comme la principale modalité de traitement de la délinquance juvénile. Économique, elle permet de traiter de manière exponentielle de nombreux cas, au détriment de la qualité du suivi cependant. En outre, elle offre la possibilité de réaliser au cœur des foyers populaires l'assujettissement des enfants difficiles tout en surveillant leur environnement matériel et affectif. Enfin, elle permet de prévenir l'endémie du crime, en sanctionnant efficacement et systématiquement la récidive, au moyen des institutions d'enfermement qui restent plus que jamais, dans cette nouvelle économie correctionnelle, disponibles.

En France, la situation reste très inégale jusqu'à l'ordonnance de 1945. En province, y compris dans les grandes villes, la liberté surveillée n'est que symbolique, confiée aux bons soins d'un bénévole, fonctionnaire en retraite, officier ou petit patron. Il faut attendre 1936, avec l'impulsion politique donnée à la protection de l'enfance à travers un secrétariat d'État tenu par Suzanne Lacorre, pour voir apparaître les premières assistantes sociales. Paris fait exception, où s'organise un Service social pour l'enfance en danger moral dès 1926, sous les auspices de l'Association Olga Spitzer [Diebolt, 1993, p. 23-26]. L'influence américaine est ici aussi primordiale, incarnée par le travail de Marie-Thérèse Vieillot, infirmière française ayant étudié et travaillé à Boston, dans les services sociaux créés par



D. R.

Le D^r Ovide Decroly, éminence internationale de la pédagogie dans l'Entre-deux-guerres, ouvre dès 1920 à Bruxelles une clinique médico-pédagogique pour enfants inadaptés qui collabore avec le tribunal pour enfants.

le juge Baker et le Dr Healy, deux précurseurs emblématiques de la justice des mineurs et de la psychopédagogie infantile dédiée à l'enfance déviante [Jones, 1999].

La Belgique se distingue par l'instauration précoce de l'observation médico-pédagogique. Cette technique s'enracine dans le corpus théorique des sciences de l'enfant et de l'adolescent, très vivantes à la fin du XIX^e siècle. Le principal animateur de ce réseau, principalement composé de médecins, est Ovide Decroly, éminence internationale de la pédagogie dans l'Entre-deux-guerres. Il ouvre dès 1920 à Bruxelles une clinique médico-pédagogique « de jour », à laquelle le juge des enfants de Bruxelles, Paul Wets, a de plus en plus recours pour tous les mineurs qui comparaissent devant lui. Autre sommité à l'origine des techniques médico-psychiatriques, le D^r Paul Vervaeck initie l'ouverture de laboratoires d'anthropologie criminelle dans les prisons qui servent de modèle aux instituts pour mineurs [De Bont, 2001]. Les représentants de l'État, très influencés par ces disciplines émergentes, ouvrent deux institutions publiques exemplaires, à Moll en 1913, et à Saint-Servais pour les filles, en 1921. En 1916, une dépêche ministérielle explicite les objectifs des quartiers d'observation : « pénétrer l'âme de l'enfant pour en dégager les voies d'accès », classer ensuite, et traiter, selon une méthode qualifiée de « téléologique », « qui consiste à étudier le mineur en fonction du but à atteindre »⁵. C'est la

5 Ministre de la justice. Dépêche ministérielle du 23 septembre 1916.

« Un jeune enfant au caractère difficile comparait, sur la demande de son père, devant le président du Tribunal pour enfants. L'assistante sociale est présente aux débats ». (*Le visage de l'enfance*. Préface de Paul Hazard, Paris, Horizons de France, 1937).



D. R.



D. R.

figure de l'enfant « anormal » qui ressort de cette classification. Cette catégorie ne recouvre pas celle de l'enfant de justice, mais va trouver dans le système judiciaire une voie privilégiée pour s'établir institutionnellement. La méthodologie reprend le modèle expérimental des sciences naturelles, et se fonde sur l'observation dans un environnement « sans contraintes », mais aussi sur l'expertise en laboratoire (mesures biométriques, tests moteurs et psychologiques, etc.). De son côté, la France fait l'expérience de l'observation à compter de la fin des années 1920 à Paris, avec le Dr Heuyer, puis à Lyon [Martin, Mouret, 1934 ; Bienne, 2004]. Cette mesure est systématisée en 1942 par une loi de Vichy, mais qui inspire les pratiques d'après-guerre [Fishman, 2002]. Au Canada-Québec, malgré une influence grandissante des sciences du psychisme dans l'Entre-deux-guerres, l'observation n'est systématisée qu'avec une loi de 1945, suivie par l'ouverture d'une *Clinique d'aide à l'enfance* en 1947, chargée de réaliser pour la cour les expertises psychiatriques et psychologiques [Quevillon, Trépanier, 2004].

Si cette technique de l'observation médico-pédagogique est emblématique de la mutation des politiques de protection de l'enfance du champ pénal vers celui de la prophylaxie physique et mentale, cette méthode s'avère difficile à mettre en œuvre avec les adolescents, population privilégiée des tribunaux pour enfants. Contrairement aux enfants, ces derniers se montrent réticents à l'égard des tests. Les premières études rétrospectives menées à Chicago dans les années 1920 montrent que seuls les plus jeunes bénéficiant de traitements préconisés lors de l'observation ont pu retrouver une vie « normale » [Horn, 1989]. Dans la métropole illinoise, modèle pour bien des institutions similaires, les sciences du psychisme ont contribué à délégitimer l'action de la justice des mineurs, en soulignant son impuissance face à des adolescents jugés dissimulateurs et corrompus. En outre, la pédo-psychiatrie et la psychologie infantile sont progressivement sorties, dans les années 1920-1940, des murs du tribunal pour fonder une discipline autonome s'appliquant à tous les enfants, et aux plus jeunes en particulier, comme en attestent les travaux de référence du Dr Benjamin Spock en 1945. La responsabilité parentale dans l'équilibre psychique des enfants est reconnue, le fait que leurs besoins émotifs vont de pair avec leurs besoins physiologiques également. En outre, les « troubles du comportement », catégorie générique de l'étiologie médico-pédagogique, affectent toutes les catégories

d'enfants, pas uniquement les délinquants. Du pathologique, les sciences du psychisme en viennent à expliquer le normal, ce qui les place en position ambiguë à l'égard de la rationalité pénale.

Au tournant du XIX^e et du XX^e siècle, une pénologie en mouvement, influencée par les sciences sociales en genèse, insiste sur la nécessité d'amender les pratiques judiciaires et pénales pour traiter les maux sociaux que recèle la criminalité. Ce faisant, l'attention se porte sur l'enfant et l'adolescent, incarnant l'espoir scientiste d'une criminologie triomphante, qui ravive les utopies carcérales du premier XIX^e siècle, alors tombées en désuétude en raison du lamentable état des prisons [Petit, 1990]. L'institution porteuse de cet espoir est le tribunal pour enfant, dont le modèle, américain, essaime partout dans le monde industrialisé. Le juge des enfants, l'officier de probation, et bientôt, le médecin-psychiatre et le psychologue, se penchent sur la généalogie sociale du crime, et mettent les familles dysfonctionnelles sous le regard des institutions de contrôle social. Si le milieu ouvert est préconisé, les institutions fermées perdurent, s'alimentant au vaste réservoir de jeunes placés à l'épreuve de la liberté surveillée. De social, le regard se fait progressivement médical et psychologique, avec l'arrivée de la technique de l'observation médico-pédagogique dans le champ judiciaire. Ainsi, le système s'éloigne progressivement de la matrice libérale du droit, fondée sur la responsabilité individuelle et la rationalité des acteurs, pour se faire à la fois protecteur et autoritaire à l'égard de la jeunesse irrégulière. Ce mouvement entre en contradiction avec l'énoncé, de plus en plus soutenu, des droits de l'enfant, inauguré par la *Société des nations* en 1924⁶ [Marshall, 1999].

Comprendre comment le champ pénal s'est socialisé au début du siècle permet en outre de mettre en lumière comment, aujourd'hui, dans les sociétés occidentales, selon la même synchronie internationale qui avait marqué la vague réformatrice au tournant du XX^e siècle, le champ social est en cours de (re)pénalisation. L'intrigant mariage entre ces deux registres de l'action publique, dont la jeunesse apparaît comme un laboratoire ou un levier privilégié pour agir sur le corps social, pose question à nos démocraties. Le retour d'un mouvement d'emprisonnement répond d'une part à la crise des institutions alternatives de prise en charge, au premier rang desquelles les

6 La première Déclaration des droits de l'enfant, édictée par la SDN, date de 1924. Un Comité de protection de l'enfance est alors fondé en son sein.

institutions de médecine mentale, mais aussi à l'insuffisance criante des dispositifs d'insertion sociale. D'autre part, alors que nous vivons depuis plusieurs décennies une banalisation des taux de délinquance élevés, dont les dommages sont partiellement pris en charge par le système assurantiel, et que les États, malmenés dans leur souveraineté, réaffirment de manière incantatoire leur volonté d'éradiquer le crime sans

BIBLIOGRAPHIE

- Bienne M., 2004, « "Les enfants terribles". La psychiatrie infantile au secours de la famille : la consultation du professeur Georges Heuyer en 1950 », *Revue d'histoire de l'enfance irrégulière*, 6.
- Christiaens J., 1999, *De geboorte van de jeugddelinquent* [La naissance du jeune délinquant], Bruxelles, VUB Press.
- De Bont R., 2001, « Meten en Verzoenen. Louis Vervaeck en de Belgische criminele antropologie (circa 1900-1940) », in *Cahiers d'histoire du temps présent*, 9, p. 63-104.
- Dean M., 1991, *The Constitution of Poverty. Toward a Genealogy of Liberal Governance*, London, Routledge.
- Diebolt E., 1993, *À l'origine de l'association Olga Spitzer. La protection de l'enfance hier et aujourd'hui, 1923-1939*, Paris, Ministère de la justice, Conseil de la Recherche.
- Dupont-Bouchat M.-S., Pierre E., (dir.), 2001, *Enfance et justice au XIX^e siècle. Essais d'histoire comparée de la protection de l'enfance, 1820-1914*. France, Belgique, Pays-Bas, Canada, Paris, PUF.
- Dupont-Bouchat M.-S., 2003, « Le mouvement international en faveur de la protection de l'enfance », *Revue d'histoire de l'enfance irrégulière*, n° 5, septembre, p. 207-236.
- Epron G., 1938, « Le centre d'observation de Moll (Belgique) », *Pour l'enfance coupable*, t. 4, n° 25, juillet-septembre, p. 1-3.
- Fishman S., 2002, *The Battle for Children : World War II, Youth Crime, and Juvenile Justice in Twentieth-Century France*, Cambridge, Harvard UP.
- Garland D., 1998, « Les contradictions de la "société punitive" : le cas britannique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 124, septembre, p. 49-67 ; 1985, *Punishment and Welfare : a History of Penal Strategies*, Aldershot, Gower.
- Horn M., 1989, *Before It's Too Late : The Child Guidance Movement in the United States, 1922-1945*, Philadelphia, Temple UP.
- Horne J., 2002, *A Social Laboratory for Modern France. The Musée social and the Rise of the Welfare State*, Durham, Duke University Press.
- Jones K., 1999, *Taming the Troublesome Child : American Families, Child Guidance, and the Limits of Psychiatric Authority*, Cambridge, Harvard UP.
- Kalifa D., 2005, « Dangerosité et défense sociale au début du XX^e siècle », *Crime et culture au XIX^e siècle*, Paris, Perrin, p. 257-270.
- Luca V., 2002, *Aux origines de l'État-providence : les inspecteurs de l'Assistance publique et l'aide sociale à l'enfance, 1820-1930*, Paris, INED.
- Marshall D., 1999, « The Formation of Childhood as an Object of International Relations : the Child Welfare Committee and the Declaration of Children's Rights of the League of the Nations »,

véritablement en avoir les moyens [Garland, 1998], le retour de la jeunesse comme cible des politiques de maintien de l'ordre relève, une fois encore, de l'illusion selon laquelle on pourrait produire une société sans délinquance en enserrant sa jeunesse dans le carcan de la loi. ■

International Journal of Children's Rights, 7, 2, p. 103-147.

- Martin E., Mouret V., 1934, *Délinquance juvénile et prophylaxie de la criminalité*, Paris, Éd. des Annales de médecine légale ;
- Myers T., 1999, « The Voluntary Delinquent : Parents, Daughters, and the Montreal Juvenile Delinquents' Court in 1918 », *Canadian Historical Review*, 80, 2, June, p. 242-268.
- Niget D., 2003, « Le Juge de paix peut-il devenir le juge de l'enfance ? Débats et réformes législatives au début du XX^e siècle » in Petit J.-G., *Une justice de proximité : la justice de paix (1790-1958)*, Paris, PUF, p. 181-194 ; 2005, *Jeunesses populaires sous le regard de la justice. Naissance du tribunal pour enfants à Angers et Montréal (1912-1940)*, Thèse de doctorat d'Histoire, Université d'Angers & Université du Québec à Montréal.
- Petit J.-G., 1990, *Ces peines obscures. La prison pénale en France (1780-1875)*, Paris, Fayard.
- Perrot M., 2001, « Dans le Paris de la Belle Époque, les 'Apaches', première bande de jeunes », in *Les ombres de l'Histoire. Crimes et châtements au XIX^e siècle*, Paris, Flammarion, p. 351-364.
- Pierre E., 1996, « Juge de papier, juge de chair. Du Tribunal pour enfants et adolescents au juge des enfants (1880-1951) », M. Charvin, J.-F. Gazeau, É. Pierre, F. Tétard, *Recherche sur le juge des enfants. Approche historique, démographique, sociologique, Rapport de recherche*, Ministère de la Justice (France), p. 10-63.
- Prins A., 1910, *La défense sociale et les transformations du droit pénal*, Bruxelles, Misch et Thron.
- Quevillon L., Trépanier J., 2004, « Thémis et la psyché : les spécialistes de la psychiatrie et de la psychologie à la Cour des jeunes délinquants de Montréal, 1912-1950 », *Revue d'histoire de l'enfance irrégulière*, 6.
- Rodgers D., 1998, *Atlantic Crossings. Social Politics in a Progressive Age*, Cambridge, Belknap Press of Harvard UP.
- Rothman D., 1980, *Conscience and Convenience. The Asylum and its Alternatives in Progressive America*, Boston, Little, Brown & Co.
- Tanenhaus D., 2004, *Juvenile Justice in the Making*, Oxford, Oxford University Press.
- Tulkens F., 1988, « Adolphe Prins et la défense sociale », in *Généalogie de la défense en Belgique (1880-1914)*, Bruxelles, Story-Scientia, p. 17-46.
- Yvrol E., 2005, *Les enfants de l'ombre. Prisons spécifiques et prisons ordinaires pour mineurs en France : la vie quotidienne des jeunes détenus au XX^e s.*, Thèse de doctorat en Histoire, Université de Poitiers.